OTRE DANS LES MÉDIAS

Carburants : les transporteurs routiers exclus des aides, le spectre d’une mobilisation générale dès la semaine prochaine

23 SEPTEMBRE 2026

Exclus du plan gouvernemental d’aide face à l’envolée des prix de l’énergie, les transporteurs routiers sont à bout de souffle. L’OTRE lance une consultation auprès de ses membres. Le verdict sur de potentielles actions tombera en début de semaine.

Invité sur le plateau de France info, Jean-Marc Rivera, Délégué Général de l’OTRE, a dénoncé des décisions gouvernementales déconnectées de la réalité d’un secteur à bout de souffle.

Les Adhérents consultés :

L’OTRE refuse les décisions prises unilatéralement et donne la parole au terrain dès ce mercredi après-midi :

- **Une consultation express :** Les entreprises adhérentes sont interrogées sur l’opportunité de se mobiliser et sur la forme que prendra la contestation.
- **Verdict début de semaine prochaine :** Après dépouillement en fin de semaine, une feuille de route claire sera officialisée.
- **Visibilité sans asphyxie :** À l’image des rassemblements du mois de mars, l’objectif affiché n’est pas de bloquer l’économie nationale, mais d’imposer un rapport de force très visuel pour contraindre l’État à négocier.

Travailler à perte : le piège des fausses garanties :

Alors que le gouvernement brandit l’existence de clauses légales d’indexation pour justifier la non-éligibilité des transporteurs, l’OTRE dénonce une méconnaissance totale des réalités opérationnelles :

- **Des secteurs totalement oubliés :** Le transport sanitaire et le transport de voyageurs n’ont aucun moyen légal de répercuter la hausse des prix.
- **Le déséquilibre face aux clients :** Pour le transport de marchandises, faire payer les surcoûts aux donneurs d’ordre reste quasi impossible sur le terrain. Résultat : beaucoup d’entreprises roulent aujourd’hui sans marge, voire à perte.

Le gouvernement cherche à gagner du temps pour éviter l’embrasement

Le gouvernement, représenté notamment par la porte-parole et ministre déléguée à l’Énergie Maud Bregeon ainsi que par Laurent Panifous, assure « ne pas fermer la porte » à des ajustements sectoriels. Mais la profession se souvient que les pêcheurs ont obtenu gain de cause après s’être mobilisés.
Pour l’OTRE, l’urgence ne se limite pas à un chèque carburant : le syndicat réclame l’aboutissement sans délai des discussions ouvertes avec le ministre des Transports Philippe Tabarot. En ligne de mire, des mesures structurelles à coût zéro pour les finances publiques Sans réponses concrètes et immédiates, les transporteurs pourraient rapidement passer à l’action sur le réseau routier. »